

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Immigration massive 3

136'195 personnes ont signé
l'initiative de l'UDC



Votations 4

L'UDC s'engage pour un Oui le 17
juin aux accords internationaux
devant le peuple



**Je veux avoir
mon mot à
dire
lorsqu'il s'agit
de payer des
milliards!**

Familles 10

L'UDC s'oppose à l'étatisation des
familles



Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch

Renforcer la sécurité



L'armée de milice est l'ultime moyen de sauvegarder notre liberté
et notre souveraineté. Elle doit garantir la sécurité du pays et de
ses habitants. Le groupe parlementaire UDC étudie le lancement
d'initiatives populaires contre le gonflement de l'aide à l'étranger
(coopération au développement, aide humanitaire, mesures éco-
nomiques, aide aux pays de l'est) et pour le renforcement de la
défense nationale.

Suite à la page 9



*«Chères Vaudoises, chers Vau-
dois, je vous invite à voter
Claude-Alain Voiblet au Conseil
d'Etat sur la liste du Centre-
droite vaudois le 1^{er} avril.»*



Envisager l'avenir avec courage

Nous avons été gâtés par des succès politiques durant de nombreuses années. Nos victoires dans les élections parlementaires se suivaient presque sans discontinuer. Grâce à une politique sans faille pour la liberté et l'indépendance, à des prises de position originales en politique étrangère, une politique d'asile et des étrangers rigoureuse et la défense systématique du libéralisme économique, l'UDC a passé de la quatrième à la première place au classement des partis politiques suisses. L'UDC s'est établie comme la force politique dominante.

Le succès éveille toujours la jalousie et l'envie. Un succès trop éclatant provoque une sorte d'autorégulation. On ne peut pas toujours gagner. Il serait donc totalement faux de tomber aujourd'hui dans le catastrophisme. Observons calmement ce qui s'est passé. Il y a quatre ans, la situation était exceptionnelle pour nous. Après la victoire aux élections nationales et l'éviction de Christoph Blocher qui en a été la conséquence, l'UDC a profité d'une vague exceptionnelle de sympathie et de mobilisation. L'indignation de larges couches de la population nous a apporté des succès massifs et extraordinaires dans les élections parlementaires.

Peu après l'éviction de Christoph Blocher, nous avons gagné massivement dans les cantons de St-Gall, d'Uri et de Schwyz. Il était évident qu'une répétition de ces événements historiques était peu vraisemblable. Ce d'autant plus que de nouveaux partis politiques (St-Gall et Vaud) et des personnalités hors parti (Schwyz) ont élargi l'éventail politique. Les résultats des derniers scrutins confirment ce pronostic.

Confirmation de la forte position en Suisse centrale

Dans le canton de Schwyz, l'UDC remporte avec André Rüegg un troisième siège au gouvernement. Walter Stählin et Andreas Barraud ont été confirmés dans leur fonction avec d'excellents résultats. L'UDC Schwyz a obtenu 35 sièges au parlement cantonal, soit 6 de moins qu'en 2008, mais toujours huit de plus qu'en 2004. Elle reste donc la première force politique du canton.

Dans le canton d'Uri, l'UDC a pu confirmer la première fois son siège gouvernemental que Beat Arnold a conquis en 2010. Elle a perdu trois sièges au législatif cantonal après y avoir doublé sa représentation (de 9 à 18) il y a quatre ans. L'UDC reste ainsi le deuxième groupe au Grand Conseil. Il ne faut pas non plus oublier à ce sujet que l'UDC n'est présente au législatif uranais que depuis l'année 2000.

L'UDC reste de loin la première force politique de Suisse orientale

L'UDC conserve ses deux sièges au gouvernement thurgovien. Monika Knill et Jakob Stark peuvent se réjouir d'une excellente réélection. Dans le canton de St-Gall, le conseiller d'Etat sortant de l'UDC, Stefan Kölliker, a réussi à s'imposer au premier tour alors qu'il était massivement attaqué par les syndicats. C'est là un grand succès pour le jeune parti cantonal qu'est l'UDC St-Gall. Avec Michael Götte, nous visons pour la première fois un deuxième siège au gouvernement. L'UDC reste de loin le premier groupe parlementaire au Grand Conseil st-gallois. Avec désormais 35 sièges (-6) et une part de 25,6% aux suffrages, l'UDC se place pour la deuxième fois largement en tête alors qu'à la deuxième place le PDC est tombé à un niveau historiquement bas avec seulement 20,2% des suffrages.

Gains en Suisse romande

Comme lors des élections cantonales fribourgeoises en novembre 2011, l'UDC reste sur la voie de dépassement en Suisse romande en progressant dans le canton de Vaud où elle a réussi à conforter ses positions notamment dans les zones urbaines et à gagner un siège au Grand Conseil (de 26 à 27). Le candidat UDC au Conseil d'Etat, Claude-Alain Voiblet, a obtenu un excellent résultat et se présente ainsi au deuxième tour le 1^{er} avril prochain.

Rude travail politique sur les thèmes et sur le terrain

L'UDC aura un gros travail à abattre durant les mois et années à venir. Nous avons un lourd défi à relever. L'UDC a déposé son initiative «contre l'immigration de masse». Pour résoudre les problèmes lancinants dans le domaine de l'asile, nous avons fait 40 propositions et lancé plusieurs interventions parlementaires urgentes dans le cadre de la révision de la loi sur l'asile. L'initiative populaire fédérale visant à faire appliquer l'initiative sur le renvoi approuvée par le peuple et les cantons est à l'examen auprès de la Chancellerie fédérale. Samedi prochain, l'UDC tiendra un congrès spécial sur le thème de la politique de formation afin de poser de nouvelles bases dans l'instruction publique. Enfin, nous développerons nos propres idées de solutions dans de nombreux domaines politiques qui vont de l'aménagement du territoire jusqu'à la politique sociale.

Toni Brunner, président de l'UDC Suisse

Stopper l'immigration de masse

L'UDC a déposé le 14 février 2012 l'initiative populaire «contre l'immigration de masse». Signée par 136 195 personnes en seulement sept mois, cette initiative exige que la Suisse reprenne le contrôle de l'immigration. De plus en plus de personnes affluent en Suisse avec les conséquences graves que l'on sait pour le marché du travail, les salaires, les loyers, les prix du sol, les moyens de transport, l'énergie, l'environnement, les écoles, la santé publique et les institutions sociales. Ce développement néfaste résulte avant tout de l'immigration en provenance de l'UE, du regroupement familial, des frontières ouvertes et des problèmes sans cesse reportés dans le domaine de l'asile.



136'195 personnes en sept mois ont signé l'initiative populaire „contre l'immigration de masse“. Ce temps record démontre que les Suisses veulent voir des solutions dans la gestion de la migration.



En 2011, l'UDC avait illustré le danger d'une immigration incontrôlée par un drapeau suisse piétiné. Les citoyens ont été nombreux à réagir et à signer l'initiative populaire.



Entre les parlementaires Adrian Amstutz et Toni Brunner, quelques jeunes sont venus rejoindre le comité d'initiative pour déposer les signatures acquises à la Chancellerie fédérale.



14h00 tapantes ! Les portes de la Chancellerie se sont ouvertes et les citoyens réunis ont formé une chaîne humaine pour remettre les 136'195 signatures aux services de la Chancellerie.

4 Contrats internationaux

La classe politique cherche les droits populaires

L'initiative de l'ASIN «Contrats internationaux devant le peuple» vise à rendre obligatoire l'approbation populaire de tous les nouveaux contrats que la Confédération passerait au nom du peuple à l'étranger. Ainsi, les citoyens auront leur mot à dire et pourront rappeler les autorités à leurs devoirs. Par exemple, les accords passés sous la menace de sanctions avec les Etats-Unis au sujet du secret bancaire auraient dû obtenir l'aval du peuple avant d'être signés.



par Oskar Freysinger, conseiller national, Savièse (VS)

Avant de traiter de la question des contrats internationaux, il est utile de se pencher au préalable sur la notion de pouvoir. Quelles sont ses particularités et à quoi faut-il être attentif pour le dompter ?

Le premier constat que je fais, c'est que le pouvoir ne vient pas à vous. Il se prend.

L'amour est un cadeau, l'inspiration du créateur est un don du ciel. On peut s'y préparer intérieurement, mais on ne peut forcer ni l'un ni l'autre.

Le pouvoir, lui, ne s'offre pas. Il se conquiert. Il se prend. Il va à celui qui le désire le plus.

Or, celui qui le désire le plus n'est que rarement un philosophe ou un poète, ce qui fait que la République de Platon est restée une vue de l'esprit et, partant, une utopie.

Il y a bien eu quelques ministres issus des rangs littéraires comme Goethe, Chateaubriand ou Malraux, mais leur nombre est resté somme toute anecdotique.

Preuve que le pouvoir se prend et se

dispute entre ceux qui le désirent le plus et fuit généralement ceux qui le commentent, s'en méfient ou le critiquent.

Or, le pouvoir qu'on prend, on le prend à quelqu'un, exerce tout sauf équitable, car l'une des caractéristiques du pouvoir est sa tendance à la concentration, à l'exclusivité, au monopole. Le pouvoir ne se partage pas.

Il privilégie généralement UNE main forte au détriment de nombreux bras qui tombent, tant le nombre est difficile à gérer lors de la prise de décision.

Or, le pouvoir concentré, monopolisé, a besoin de l'action pour maintenir son assise. Et l'action implique toujours une simplification. Point de nuances et de différenciations dans l'exercice du pouvoir. Mais de l'exclusivité et, au bout du compte, son propre maintien comme fin en soi. Pour y parvenir sur la durée, le pouvoir est forcé de s'amplifier, voire de transgresser les frontières afin de bander le muscle et se prouver à lui-même, se justifier par la force.

Cela signifie que le pouvoir, forcément, finit par pervertir celui qui l'exerce.

Car ce qui se prend est ensuite possédé et ce qui se possède finit toujours par posséder celui qui croit le posséder. En Suisse, on s'est arrangé pour dompter le pouvoir.

On lui a mis des garde-fous à travers des mécanismes comme la démocratie

directe, le fédéralisme, la concordance. On l'a fractionné verticalement et horizontalement.

Mais la bête dort toujours dans l'ombre. Elle veut se libérer du corset qui l'enlève.

Ne pouvant s'en détacher d'un coup, elle affaiblit ses entraves, patiemment, une à une, au nom d'un prétendu « intérêt supérieur de l'Etat ».

Cela se passe par une soumission grandissante à la juridiction internationale ainsi qu'à d'innombrables conventions internationales. Le but ultime étant la reprise automatique du droit européen qui ne signifie rien d'autre qu'une adhésion de fait à l'UE et une dissolution dans le centralisme et la bureaucratie bruxelloise.

À l'intérieur du pays, c'est par un tribunal constitutionnel que l'on cherche à restreindre les droits populaires. Une telle institution permettrait évidemment de couper les ailes du souverain en limitant le champ de la démocratie directe.

L'ASIN, plutôt que d'attendre la mise sur la touche du peuple, veut au contraire donner plus de pouvoir aux citoyens.

Il ne faut pas laisser s'accumuler le pouvoir dans les mains d'une élite dévoyée.

Le pouvoir, c'est avant tout le pouvoir de décider par soi-même, de forger

he à restreindre les

son destin de manière souveraine.

Voilà pourquoi le citoyen suisse doit rester souverain tel qu'il l'a toujours été depuis la fondation de la Suisse moderne. Lui accorder un droit de veto sous forme de scrutin universel est une garantie contre la concentration du pouvoir.

Cependant, pour limiter l'étendue de la démocratie directe, on a enlevé de son champ de décision les négociations internationales. Le gouvernement décide seul de la plupart des accords et conventions qu'il signe au nom du peuple suisse, qui se trouve ainsi mis devant le fait accompli. De cette façon, la démocratie directe est bridée depuis le haut.

Concrètement, dans l'art. 140 al. 1 lettre b, la Constitution fédérale stipule que seule «l'adhésion à des organisations de sécurité collective ou à des communautés supranationales» (UE, OTAN) est assujettie au référendum obligatoire et à la double majorité du peuple et des cantons.

Dans tous les autres cas, c'est seulement le référendum facultatif qui est applicable (article 141 Constitution fédérale). Cela signifie qu'il faut récolter en 100 jours 50'000 signatures pour qu'une votation populaire puisse avoir lieu. Une majorité des cantons n'est pas requise, ce qui signifie que les cantons n'ont pas voix au chapitre bien qu'ils soient souvent directement concernés. L'initiative populaire «les droits internationaux devant le peuple» met un terme à cette situation abusive en étendant le référendum obligatoire au droit international.

Si l'initiative est acceptée, les traités

internationaux et conventions internationales dans des secteurs importants ainsi que les dépenses étatiques à partir d'un certain montant devront être obligatoirement soumis au verdict du Souverain et il leur faudra remporter la majorité du peuple et des cantons.

La notion des secteurs «importants» se trouve déjà à l'article 164 CF et elle est concrétisée par l'enseignement et la pratique. Il va de soi que l'évaluation politique joue également un rôle essentiel.

Cela signifie que la collecte fastidieuse de signatures sera désormais inutile dans ces cas, ce qui permettra de concentrer les moyens personnels et financiers sur la campagne de votation. On renforce de la sorte le principal objectif de la démocratie directe, c'est-à-dire la confrontation politique.

Autre avantage, les décisions prises dans l'esprit de l'initiative auront une légitimation nettement plus élevée que des décisions gouvernementales ou parlementaires.

Les élites mondialistes de notre pays

Je veux avoir mon mot à dire lorsqu'il s'agit de payer des milliards!

C'est pourquoi il faut voter le 17 juin 2012

Oui

aux «traités internationaux: la parole au peuple!»

Si les peuples d'Europe avaient la possibilité de s'exprimer, beaucoup d'entre eux exigeraient le retour à l'indépendance de leur pays.

n'étant pas encore parvenues à porter un coup fatal à la démocratie directe, le peuple peut encore décider s'il veut continuer à se laisser imposer de multiples contraintes par le haut ou s'il veut reprendre les choses en main.

L'enjeu du mois de juin consiste à assurer définitivement la pérennité d'un modèle démocratique à haute valeur ajoutée et unique au monde que de nombreux citoyens étrangers nous envient, c'est pourquoi je vous invite à glisser un Oui convaincu le 17 juin.

6 Conseil d'Etat vaudois

Majorité de Centre Droite avec l'UDC

Au soir du premier tour des élections cantonales vaudoises un constat s'impose: la droite se maintient et le Centre Droite se renforce. En effet, avec la brillante élection des trois élus PLR au Conseil d'Etat, une nouvelle croissance de l'UDC au Grand Conseil, gagnant au passage trois pourcent d'électeurs dans les zones urbaines et obtenant un mandat de plus au Parlement, ainsi que le renforcement des Verts libéraux, les Vaudois ont clairement privilégié une politique de centre droite.

L'UDC vaudoise enregistre une croissance de son électorat

Cependant, les élections cantonales ne sont pas terminées et aujourd'hui il est important de garantir une majorité de Centre Droite au sein du Gouvernement ! Cette majorité est possible par l'élection de Claude-Alain Voiblet, au soir du 1^{er} avril 2012. Avec plus de vingt candidats inscrits lors du premier tour, il était très difficile pour le représentant de notre parti d'obtenir le soutien des électeurs du centre. Malgré cela, notre candidat n'est qu'à 6 points de la sorte socialiste et de ses deux colistières. Aujourd'hui, notre parti peut espérer, avec le soutien du PLR, du PBD et des Verts libéraux, garantir un gouvernement de Centre Droite dans le canton de Vaud !

Pourquoi le canton de Vaud a besoin d'une majorité de droite ?

Au cours de ces huit dernières années, le PLR et l'UDC, souvent soutenus par les Verts libéraux ont assaini les finances cantonales en ramenant la dette de 8 à 1.4 milliards. En 2007, l'équipe PLR-UDC avait proposé trente-huit pistes pour

améliorer le quotidien des Vaudoises et des Vaudois ; aujourd'hui ce projet est réalisé.

Claude-Alain Voiblet un candidat compétent

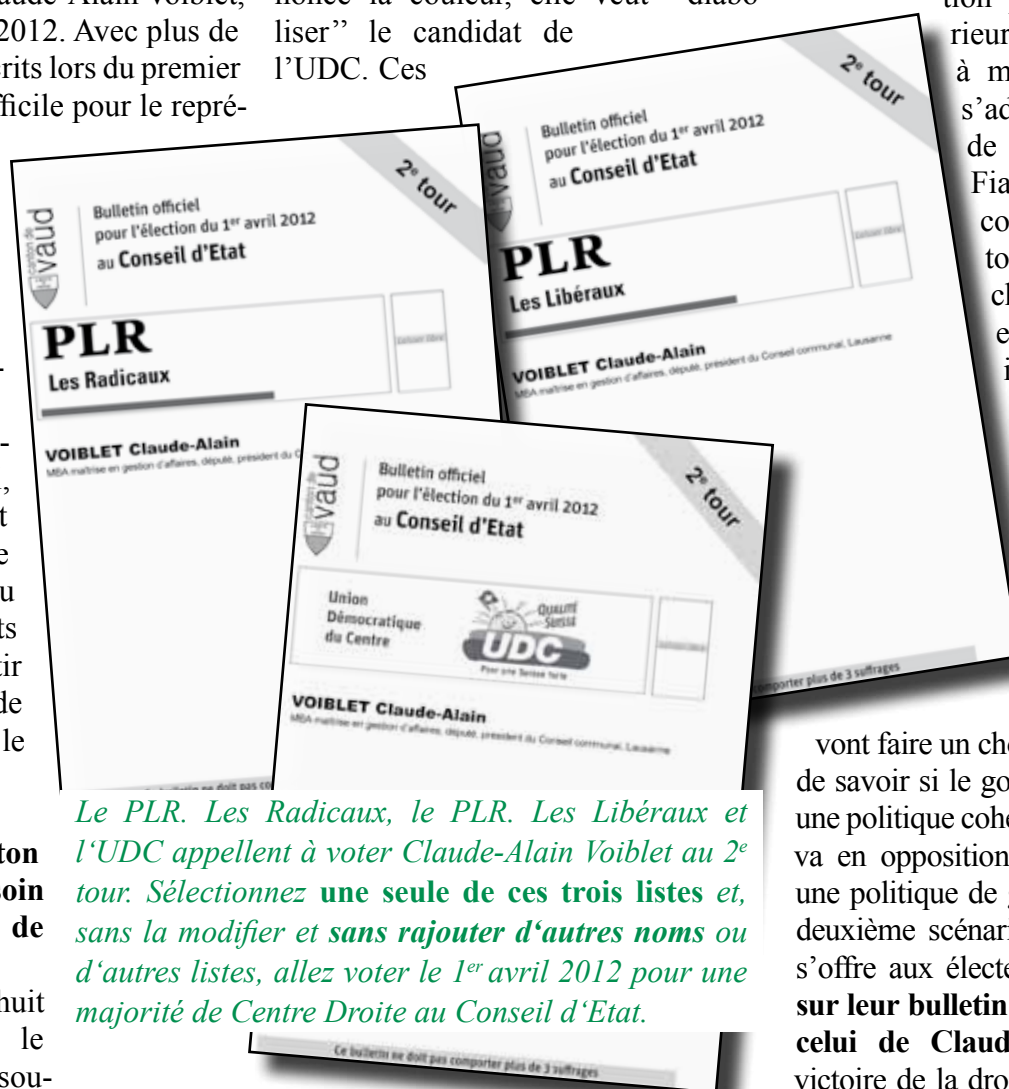
La machine politique rose-verte annonce la couleur, elle veut "diaboliser" le candidat de l'UDC. Ces

respect des personnes. Aujourd'hui, réélu député au Grand Conseil, il préside à la satisfaction générale, le parlement de la quatrième ville de notre pays. Claude-Alain Voiblet a une très grande connaissance de la politique, il est aussi au bénéfice d'une formation professionnelle supérieure et il a déjà prouvé à maintes reprises qu'il s'adapte facilement à de nouvelles situations. Fiable, à l'écoute de nos concitoyennes et concitoyens, il est très attaché au fonctionnement et au respect de nos institutions.

Votez utile, c'est voter uniquement pour Claude-Alain Voiblet

A quelques jours du deuxième tour, il est important de rappeler que les Vaudoises et les Vaudois

vont faire un choix de société. Il s'agit de savoir si le gouvernement va mener, une politique cohérente de droite, ou s'il va en opposition au Parlement mener une politique de gauche. Pour éviter le deuxième scénario, une seule solution s'offre aux électeurs vaudois : **Portez sur leur bulletin de vote un seul nom, celui de Claude-Alain Voiblet.** La victoire de la droite avec l'élection des trois représentants PLR au 1^{er} tour serait vaine, puisque la présidence du Conseil d'Etat partirait à gauche et que les décisions politiques seraient entre les mains d'une majorité rose-verte.



Le PLR. Les Radicaux, le PLR. Les Libéraux et l'UDC appellent à voter Claude-Alain Voiblet au 2^e tour. Sélectionnez une seule de ces trois listes et, sans la modifier et sans rajouter d'autres noms ou d'autres listes, allez voter le 1^{er} avril 2012 pour une majorité de Centre Droite au Conseil d'Etat.

d e r -
nières années, Claude-Alain Voiblet a démontré sa capacité de rassembleur, il a su mener notre parti au succès par le combat des idées dans un profond



► PASCAL BROULIS ► JACQUELINE DE QUATTRO ► CLAUDE-ALAIN VOIBLET ► PHILIPPE LEUBA

Votre cœur bat Centre-droite, votez
Claude-Alain Voiblet

2^{ème} TOUR
AU CONSEIL D'ETAT

**COMPLÉTEZ
NOTRE ÉQUIPE**

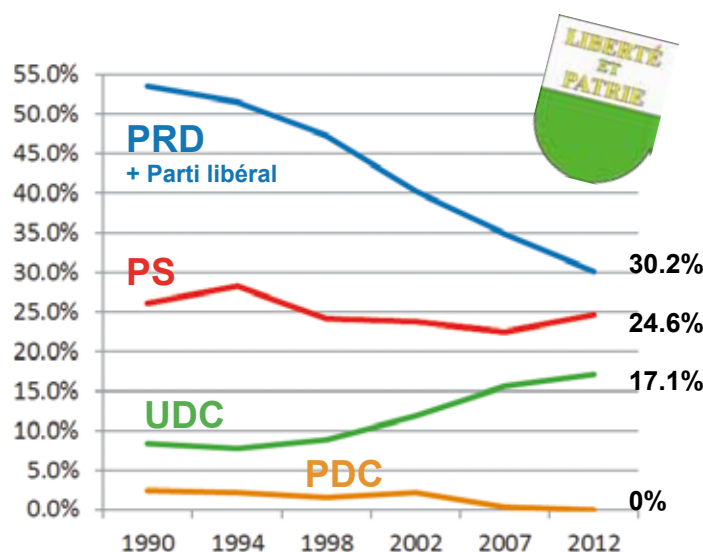
PLR LIBÉRAUX-RADICAUX
UDC

8 Résultats des élections cantonales

Bilan mitigé des élections cantonales

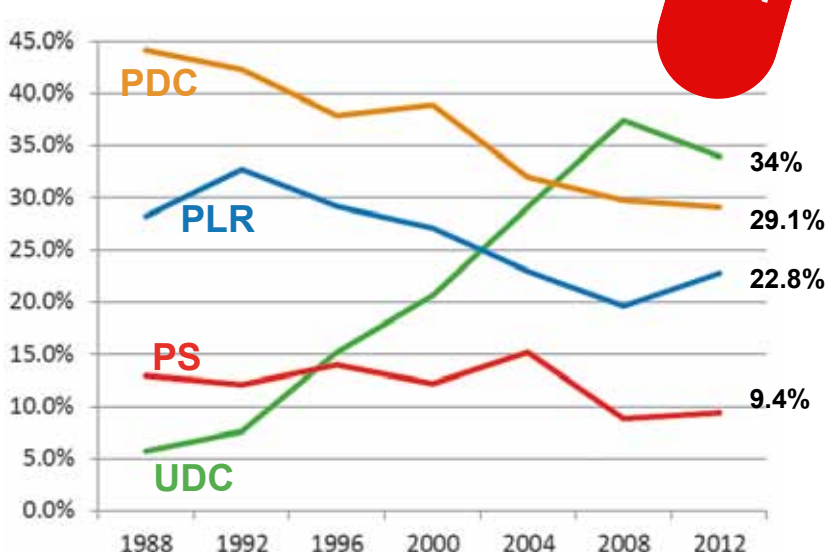
Comme prévu, le bilan des deuxièmes élections depuis octobre 2011 est mitigé pour l'UDC. Les résultats des élections aux exécutifs cantonaux sont tous bons et même excellents dans les cantons de Schwyz et de Thurgovie. A Schwyz, l'UDC a même conquis un troisième siège au gouvernement cantonal. L'issue des élections législatives est conforme aux attentes. Alors que l'UDC a progressé dans le canton de Vaud en gagnant un siège supplémentaire au Grand Conseil, elle a reculé à Schwyz, St-Gall et Uri.

Développement de la force des partis



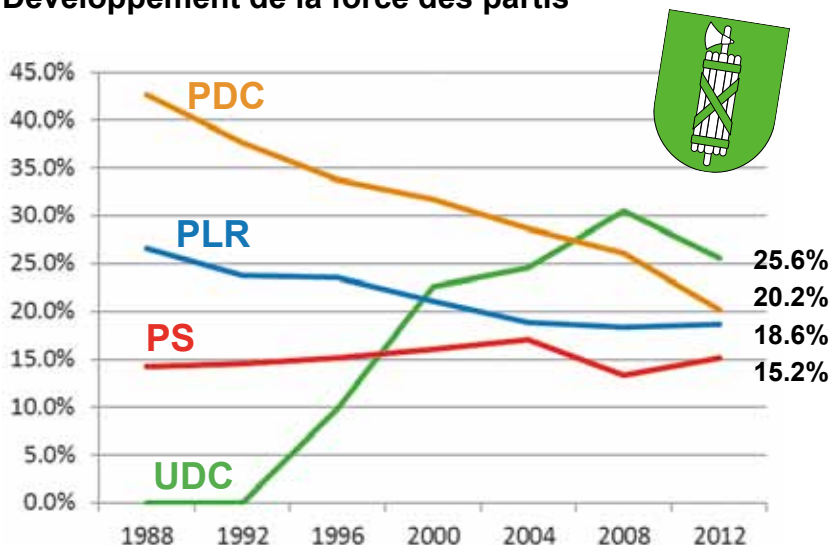
Le PRD et le Parti libéral fusionneront en automne 2012. L'UDC et le PLR ont approuvé leurs listes dans 9 districts sur 10 et présentent une liste commune au Conseil d'Etat.

Développement de la force des partis



Depuis 1988, le PDC a perdu sans interruption des parts électorales. De 44.2% en 1988 à 29.1% aujourd'hui.

Développement de la force des partis



Développement de la force des partis

Les parts électorales ne sont comptées que depuis 2008: l'UDC se situe à 25.1% (2008: 30.4%), le PDC à 20.2% (2008: 34.7%), le PLR à 17.0% (2008: 20.6%) et le PS a présenté une liste commune avec les Verts et ensemble ils ont atteint 16.3% des voix. L'UDC a présenté pour la première en 2000 une liste aux élections cantonales.

Depuis 1988, le PDC a perdu sans interruption des parts électorales. De 42.7% en 1988 à 20.2% aujourd'hui. Le PS réalise le même résultat en 2012 qu'en 1988.

L'armée comme objectif du débat sur le budget

Le 29 septembre 2011, le Parlement a approuvé un plafond de dépenses de 5 milliards de francs par an alloué à l'armée. Aujourd'hui 4.4 milliards de francs sont déjà inscrits au budget de la défense nationale. Reste donc à trouver 600 millions de francs dans d'autres dépenses. Pour l'UDC, il faut clairement combattre le gonflement de l'aide à l'étranger de 600 millions et allouer ce montant à l'armée.



par Guy Parmelin, conseiller national, Bursins (VD)

L'armée suisse a toujours été une cible facile pour les milieux politiques de gauche. Déjà dans les années 1930 ils réclamaient la suppression de l'armée argumentant que le monde ne risquait plus rien après la Grande guerre. Comme chacun le sait, l'Histoire a contredit les prévisions socialistes dès l'année 1939, prouvant une première fois la nécessité d'une défense nationale crédible.

Aujourd'hui encore, la gauche ne cesse de s'en prendre à l'institution militaire. Depuis la chute du Mur de Berlin, le budget militaire a diminué de plus de 20% (6 milliards en 1990 à 4.4 milliards aujourd'hui) et l'armée a contribué depuis 1998 avec un montant d'environ 3.5 milliards de francs aux différents programmes d'économies de la Confédération.

En parallèle, les dépenses sociales ont triplé. En 1990, elles représentaient 7 milliards de francs au budget de la Confédération et, en 2011, elles ont atteint 20.557 milliards de francs. A ceci s'ajoute le montant considérable que la Suisse verse à la coopération internationale, soit 1.986 milliard de francs, qui est censé augmenter de 35% durant les quatre prochaines années pour se

fixer à 2.671 milliards de francs.

Indiscutablement, l'armée a fait son devoir pour contribuer à freiner les dépenses de l'Etat mais ceci se ressent dans l'accomplissement de ses missions et dans son fonctionnement. Désormais, l'armée doit pouvoir souffler et obtenir des moyens lui permettant de remplir ses missions constitutionnelles.

Le 29 septembre 2011, le Parlement a approuvé un plafond de dépenses de 5 milliards de francs par an alloué à l'armée. Cela représente une augmentation de 600 millions de francs par an au regard des dépenses de 2011. Cette différence de 600 millions doit être compensée dans le budget du fait du mécanisme de frein à l'endettement.

Lors de sa séance de groupe du 28 février 2012, l'UDC a examiné cette question militaire en profondeur. Tout d'abord, il apparaît que l'UDC exige une armée opérationnelle et capable de remplir les missions qu'on lui confie. A ce titre, l'UDC se range derrière la décision parlementaire du 29 septembre dernier et souhaite attribuer un montant de 5 milliards de francs annuellement à notre armée.

Dans un second temps, nous nous sommes intéressés aux moyens d'assurer ce financement. Le budget existant

de 4.4 milliards de francs en 2011 doit donc être complété par un apport de 600 millions de francs.

L'UDC a donc analysé cette situation et a constaté que l'augmentation prévue dans les dépenses pour l'aide internationale est de 600 millions de francs. Pour l'UDC, la situation est claire. Le Conseil fédéral doit renoncer à augmenter les dépenses pour l'aide à l'étranger afin de concrétiser la volonté exprimée par le Parlement de fixer un budget militaire de 5 milliards par année.

La Suisse doit être en mesure de défendre son territoire et son indépendance. L'armée de milice agit comme une assurance. Vous payez vos primes annuelles sans forcément bénéficier de prestations mais le jour où vous êtes confrontés à un problème, vous êtes couverts. L'armée c'est l'assurance de notre pays. Le jour où nous en aurons besoin – comme en 1939 – nous serons couverts.



Une armée crédible a besoin d'un financement crédible et à la hauteur des exigences de sa mission.

NON aux enfants étatisés – OUI à l'initiative pour les familles

L'État et les partis du centre-gauche étatisent de plus en plus nos familles. L'UDC ne trouve aucun soutien parmi les autres partis dans son combat contre cette évolution. Elle est convaincue que cette tendance est néfaste pour notre avenir, pour la société et avant tout pour nos enfants et nos familles. C'est pourquoi elle a lancé l'initiative pour les familles, afin que le peuple ait son mot à dire : éducation étatique ou responsabilité des familles.



par Nadja Pieren, conseillère nationale, vice-présidente UDC Suisse, Berthoud (BE)

Le Parlement fait ce que veut le gouvernement. Pour l'UDC, c'est toutefois la volonté du peuple qui compte. La politique familiale actuelle nous montre une fois de plus clairement que la gauche et d'autres cercles du centre ne veulent pas de citoyens libres et responsables et qu'ils souhaitent politiser sans faire aucun cas du peuple.

Durant la session d'automne 2009, le National a décidé que les parents qui faisaient garder leurs enfants par des tiers pourraient déduire les frais en résultant du revenu imposable jusqu'à concurrence de Fr. 10'000.–. Une proposition de l'UDC selon laquelle les parents qui prennent en charge leurs enfants eux-mêmes devaient bénéficier d'une déduction fiscale au moins équivalente a été rejetée au Conseil national. Les partis du centre-gauche signalent ainsi clairement qu'ils veulent étatiser les familles et l'éducation. Au cours de la session de printemps 2012, nous avons à nouveau débattu de la politique familiale au National.

Une modification de la Constitution en vue d'une politique familiale globale a été acceptée. Le point central est ici

que l'État doit faire en sorte qu'il soit plus facile de concilier travail et vie de famille. Là encore, nous avons proposé que les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants bénéficient d'une déduction fiscale. Résultat: Notre proposition a essuyé un net refus du nouveau Parlement.

Travail à temps partiel pour les femmes

Je suis fondatrice et directrice d'une crèche privée et je soutiens entièrement la possibilité d'une prise en charge des enfants complémentaire à la famille. Si une femme décide de travailler 2-3 jours par semaine alors qu'elle a des enfants, il n'y a rien de mal à cela. Au contraire, je trouve positif qu'une femme ait aujourd'hui la possibilité d'exercer un travail à temps partiel en plus de sa vie de famille. Et je trouve bien que les jeunes parents qui emmènent leur enfant dans une crèche puissent déduire une partie de ces frais des impôts.

Renoncer à un second revenu?

Néanmoins, je m'engage aussi clairement en faveur des familles qui décident délibérément de garder elles-mêmes leurs enfants. L'éducation des enfants est une tâche très importante et si une femme décide d'exercer à 100 % la profession de maman, elle a ma plus haute considération. Les familles renoncent à un deuxième revenu et les femmes prennent en toute connaissance de cause le

risque d'avoir du mal à se réinsérer plus tard dans la vie professionnelle. Elles prennent aussi sur elles de ne pas se conformer à la tendance actuelle selon laquelle, de nos jours, toutes les femmes « doivent » travailler à l'extérieur.

Elles résistent à une politique qui leur refuse tout soutien si elles s'occupent elles-mêmes de leurs enfants. Or personne ne parle de ce que fait une mère et une maîtresse de maison ni de ce à quoi elle renonce pour exercer cette « profession ».

La déduction fiscale en faveur des familles qui font garder leurs enfants est une chose décidée. En exigeant une déduction fiscale pour toutes les familles avec des enfants, l'UDC veut aussi renforcer les familles qui se chargent elles-mêmes de garder leurs enfants. L'UDC refuse que l'État n'encourage de manière ciblée que les modèles familiaux dans lesquels la garde des enfants est déléguée à des tiers.



Le 7 juillet 2011, l'UDC a déposé l'initiative pour les familles à la Chancellerie fédérale.

Ne laissons pas passer notre deuxième chance

L'initiative de la Société suisse pour la promotion de l'épargne-logement a été rejetée par le peuple suisse. L'issue serrée indique toutefois que la promotion de l'épargne-logement jouit d'une grande sympathie au sein de la population. Cela peut être considéré comme une condition propice à la variante plus modérée de l'épargne-logement «Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement» qui passera dans les urnes le 17 juin 2012.



par Hansjörg Knecht, conseiller national, Leibstadt (AG)

La grande majorité de la population suisse rêve d'être propriétaire de son logement. Près des trois quarts des citoyennes et citoyens rêvent de pouvoir vivre sous un toit qui leur appartient. **Le 17 juin, nous aurons l'opportunité d'introduire un modèle d'épargne-logement sur une base modérée, puisqu'on votera alors sur l'initiative de l'Association des propriétaires fonciers «Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement».**

Les déductions seront ici plus modérées que celles prévues dans l'initiative récemment rejetée. Aucun allègement fiscal supplémentaire n'est prévu pour les investissements dans des mesures d'économie d'énergie et de protection de l'environnement. Les exigences de l'harmonisation fiscale sont également satisfaites. Pour la classe moyenne suisse, l'acceptation serait un signal très positif. En effet, malgré une disposition constitutionnelle désormais quarantenaire, il n'existe toujours pas en Suisse de véritable facilitation de l'accès à la propriété du logement. C'est la raison pour laquelle l'initiative concrétise de manière idéale cet encouragement de l'accession à la propriété du logement pour l'usage personnel, tel qu'il est an-

cré dans la Constitution.

Durant dix ans, les montants épargnés en vue de l'acquisition d'un logement ainsi que les intérêts correspondants devraient être exonérés de l'impôt sur le revenu et sur la fortune. Certes, le Conseil fédéral rejette l'initiative au motif qu'il existe déjà la possibilité d'effectuer des retraits préalables sur le 2e pilier et le pilier 3a. De tels retraits préalables réduisent cependant considérablement la prévoyance vieillesse. Par ailleurs, la promotion de la propriété du logement et la prévoyance retraite ne doivent pas s'opposer, vu qu'il s'agit de deux mandats constitutionnels indépendants.

Les expériences acquises avec l'épargne-logement dans les pays voisins et dans le canton de Bâle-Ville ont démontré le succès et l'efficacité de l'épargne-logement. Dans ce canton, où elle existe depuis 20 ans, il s'est avéré que l'épargne-logement profite en premier lieu aux revenus moyens. La plupart des ménages à hauts revenus ont déjà acquis un logement et ne profitent donc pas de cette possibilité.

L'initiative n'est donc pas un cadeau pour les riches mais elle permet avant



L'épargne-logement permet aux personnes seules comme aux familles d'épargner durant 10 ans un montant de 10'000.- par personne, exonéré d'impôt, afin d'acquérir ou de construire un logement. L'UDC soutient l'accès à la propriété.

tout aux jeunes locataires d'économiser durant dix ans suffisamment d'argent pour acquérir un chez-soi. L'épargne-logement est aussi judicieuse du point de vue macroéconomique. L'initiative permet une forte création de valeur dans les branches liées à la construction de logements, relance la conjoncture et sécurise des places de travail. Ces activités économiques supplémentaires apportent, avec un décalage temporel de quelques années, des rentrées fiscales à l'État.

12 Session de printemps



Malheureusement, la liste des objets à propos desquels nous avons dû lutter seuls pour défendre l'intérêt de la Suisse était une fois encore plus longue que celle des objets pour lesquels nous avons été soutenus par les partis du centre. Ils continuent hélas gaillardement leur double jeu, consistant à faire de grandes promesses avant les élections sans toutefois les tenir au Parlement. Nous sommes malgré tout parvenus à rassembler une majorité sur quelques points et à faire passer nos revendications.

Ce que l'UDC a obtenu:

Pas de voyages de plaisance pour les personnes en admission provisoire

Les personnes bénéficiant de l'admission provisoire et titulaires du permis F ne pourront désormais entreprendre un voyage à l'étranger que dans des cas exceptionnels. Le Conseil des États, qui s'est prononcé en tant que deuxième Chambre, a transmis au Conseil fédéral une motion de Sylvia Flückiger (UDC/AG), à 20 voix contre 17. Celui-ci est chargé d'élaborer une réglementation en ce sens. Actuellement, les personnes admises provisoirement peuvent voyager à l'étranger presque sans restriction, souvent même dans leur pays d'origine, où elles sont prétendument persécutées et où on ne pourrait selon leurs dires pas les renvoyer.

Abolition de la peine pécuniaire avec sursis

Le Parlement compte abolir les peines pécuniaires avec sursis et réintroduire au lieu de cela les peines privatives de liberté de courte durée, fermes ou avec sursis. Le Conseil des États a transmis lundi une motion issue de ses rangs, que le National avait transformée en mandat de réexamen. Cela correspond aussi à une revendication de l'UDC, qui avait depuis longtemps dénoncé l'inefficacité des peines pécuniaires avec sursis.



Suspension des négociations relatives à l'accord de libre-échange agricole avec l'UE

Le Conseil des États a traité différentes motions concernant l'accord de libre-échange agricole avec l'UE. Il a sur ce point suivi le National sur une motion demandant la suspension des négociations, à 26 voix contre 16. Le Conseil des États a toutefois rejeté, contrairement au Conseil national, un arrêt complet des négociations tel que l'exigeait la motion de Rudolf Joder (UDC/BE).

les de la session de printemps



Ce dont nous pouvons remercier la gauche :

Poursuite de la politique de largesse en ce qui concerne l'asile et les étrangers

Contrairement aux promesses électorales formulées, les partis du centre refusent encore de renforcer efficacement la politique à l'égard des étrangers. C'est ce qu'ils ont à nouveau montré durant la session en cours sur différents objets :

1. Le Conseil des États a tacitement rejeté une motion d'Oskar Freysinger (UDC/VS) demandant l'interdiction des vêtements et accessoires masquant le visage. Le National avait accepté la motion.
2. Le Conseil national a rejeté par 130 voix contre 49 une motion de Lukas Reimann (UDC/SG), qui exigeait la régulation de l'immigration à travers un système par points.
3. Le Conseil national a en outre rejeté par 97 voix contre 73 et une abstention une initiative parlementaire de Sebastian Frehner (UDC/BS) visant à ce que les requérants d'asile s'étant adonnés au trafic de drogue soient exclus de la procédure d'asile.
4. Le Conseil des États ne veut pas lier l'aide au développement avec le renvoi des demaudeurs d'asiles dans leurs pays de provenance.

Restriction des initiatives populaires

Contre la volonté de l'UDC, le Conseil des États a accepté avec la voix déterminante de son président, une motion du National selon laquelle les initiatives populaires qui portent atteinte à l'essence des droits fondamentaux devaient à l'avenir plus souvent être déclarées nulles par le Parlement. Des examens préalables devraient être exécutés à cet effet. Le Conseil fédéral doit à présent élaborer une modification de la Constitution.

Adoption par les couples homosexuels

Le Conseil des États a décidé que les couples homosexuels pourraient adopter l'enfant de leur partenaire. Ainsi la porte est ouverte pour que, bientôt, l'adoption libre et complète d'enfants soit possible pour les couples du même sexe. Pour l'UDC, il s'agit d'une tactique du salami orchestrée par le Conseil fédéral et le Conseil des États car lors de la votation sur le partenariat enregistré, les opposants ont toujours reçu la garantie qu'il n'y aurait aucune possibilité pour les couples homosexuels d'adopter ou de procréer avec le soutien médical.



14 Shop UDC



Commandez en ligne:
www.udc.ch



..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... franc. ... allemand.	

Nom: Prénom:
 Adresse: NPA: Lieu:
 Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à gs@svp.ch



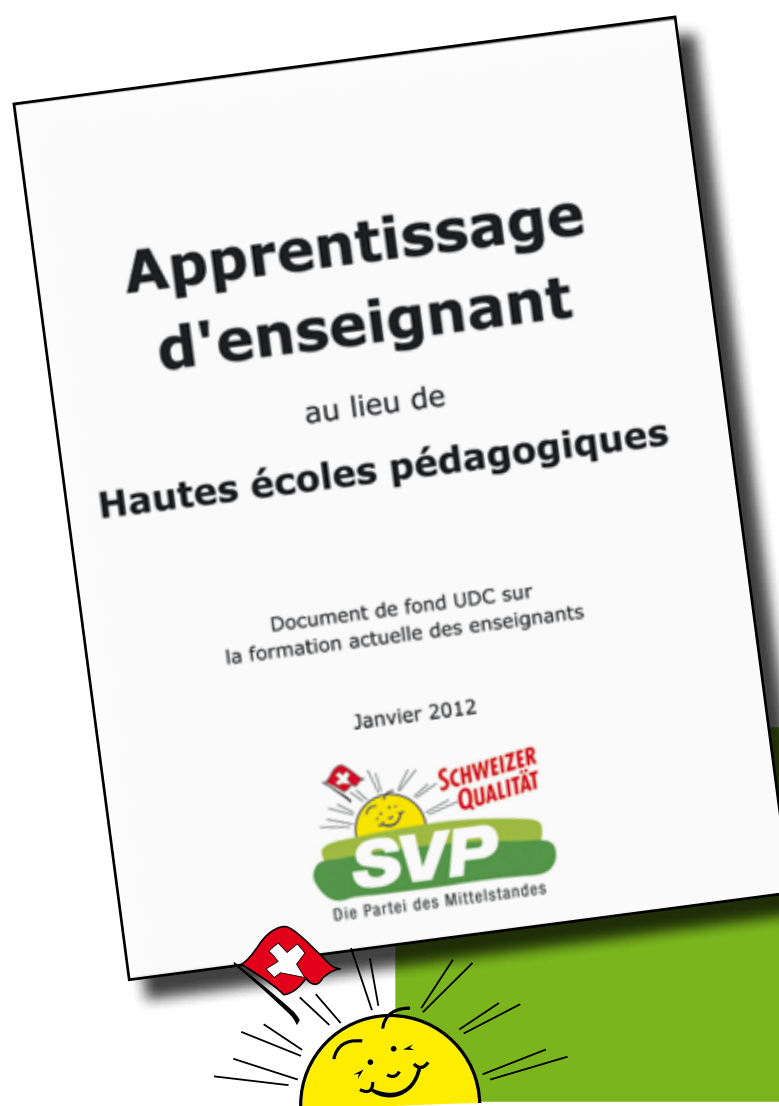
ICI VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

**Votre annonce pleine page lue
par 10'000 lecteurs romands pour
Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000
lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.
Plus d'informations en appelant le **031 300 58
58** ou par e-mail à franc-parler@udc.ch. Décou-
vrez notre journal en ligne sur www.udc.ch

Impressum

Tirage:	5'000 exemplaires	Adresse:	Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne, franc-parler@udc.ch
Edition:	Stiftung SVP-Parteizeitung	Imprimerie:	Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20, 4800 Zofingen, www.ztonline.ch
Périodicité:	mensuelle	Crédit photo:	UDC Suisse, ZEM, Chancellerie fédérale
Collaborateurs:	Kevin Grangier	Annonces:	Kevin Grangier, franc-parler@udc.ch
Abonnement:	Fr. 35.- pour les non- membres.		



Un apprentissage pour les enseignants

À cause de l'UE, la Suisse a abandonné les écoles normales, qui ont fait leurs preuves. Plutôt que dans des universités, les futurs enseignants devraient être formés dans les salles de classe.



par Peter Keller, conseiller national, Hergiswil (NW)

Chaque été, on nous alerte une fois de plus sur la pénurie d'enseignants. Trop peu de jeunes s'intéresseraient à l'enseignement, la profession pédagogique aurait perdu son attrait, le stress serait trop élevé, le salaire trop bas.

Ces dernières raisons sont avant tout invoquées par les associations d'enseignants. À mon avis, elles ne touchent pas au cœur du problème. Les raisons de la catastrophe doivent au contraire être recherchées dans la réforme de la formation d'enseignant. L'académisation de celle-ci (réforme de Bologne) a peut-être permis à la profession d'enseignant de gagner en prestige mais pas vraiment en qualité.

Quiconque souhaite aujourd'hui enseigner à l'école primaire doit fréquenter une haute école pédagogique, à laquelle il accède par la voie gymnasiale. La formation dure plus longtemps, est plus intellectuelle et attire souvent les mau-

vais personnes. Le document de fond de l'UDC sur la formation des enseignants dénonce cette évolution négative:

«C'est principalement parce que les hautes écoles pédagogiques négligent la formation pratique que la formation des enseignants est aujourd'hui un échec. Un autre facteur est que les études en haute école pédagogique ont acquis la réputation douteuse de permettre l'acquisition d'un titre académique à moindre frais. Quand on ouvre ses filières académiques aux minimalistes, on ne peut s'étonner que son institution tombe en discrédit.»

L'académisation n'apporte rien

L'académisation de la formation des enseignants est une conséquence de la réforme de Bologne, dans le cadre de laquelle la Suisse a commencé à calquer son système de formation éprouvé sur celui de l'UE. Le niveau de nos universités pâtit de l'afflux d'étudiants (notamment étrangers).

On a en outre sacrifié les écoles normales, qui ont fait leurs preuves, sur l'autel de Bologne. Nos maîtres et maîtresses d'école primaire ont été formés ainsi durant plus de 150 ans:



de manière axée sur la pratique, avec un accent mis sur les arts et sans superflu académique, qui n'est quoi qu'il en soit pas requis dans l'exercice de la profession. L'accès aux universités était en outre garanti, hormis pour un petit nombre de branches d'études.

Formation axée sur la pratique

Comment nous sortir de l'impasse ? L'alternative à la haute école pédagogique s'appelle « apprentissage pour enseignants » : le cœur de cette formation serait l'apprentissage du métier «faire la classe». Dans cet apprentissage pour enseignants, les futurs maîtres et maîtresses d'école apprendraient la tenue de classe, la transmission des matières et le comportement dans l'environnement scolaire, notamment face aux problèmes de discipline.

Les futurs enseignants devraient travailler dans leurs établissements scolaires quatre jours par semaine. Chaque enseignant en formation se verrait en outre attribuer un mentor personnel de l'équipe de formateurs. La formation des nouveaux enseignants serait assurée dans chaque école par un team d'enseignants expérimentés qui, tout en continuant à travailler dans les classes, prendraient la responsabilité de former la relève d'enseignants dans leur école.

Pour les connaissances théoriques nécessaires, des cours d'apprentissage pour les enseignants peuvent être mis sur pied et fréquentés dans les hautes écoles ou les écoles spécialisées existantes. Cette formation des enseignants axée sur la pratique rendrait les hautes écoles pédagogiques superflues.

Document de fond de l'UDC

L'UDC a publié sur son site Internet www.udc.ch son document de fond: «**Apprentissage d'enseignant au lieu de Hautes écoles pédagogiques**».

Téléchargez ce document sur notre site.

NEW SWIFT SPORT: PLAISIR DE CONDUITE PUR POUR Fr. 23 990.-



metzgerlehner

Suzuki
Hit-
Leasing

New Swift Sport
dès Fr. 8.90 /jour*



7 airbags
(y c. airbag
genoux
conducteur)

ESP
de série

Boîte sport
6 rapports

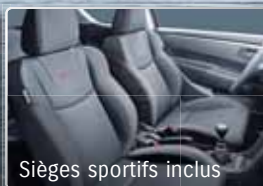
136 ch,
160 Nm,
8.2 kg/ch

Jantes
alu sport
de 17"

Euro NCAP
★★★★



Cockpit sportif,
dynamique



Sièges sportifs inclus



Boîte sport manuelle
6 rapports



Châssis sport
et échappement sport

Sport: la première de l'année

La New Swift Sport est si compacte, sportive et dynamique que son rapport poids/puissance de 8.2kg/ch produit vraiment un plaisir de conduite maximal. Et son prix sport de Fr. 23 990.- seulement, avec un équipement complet, a de quoi enthousiasmer. www.swift-sport.ch

Équipement sport complet

Kit sport (châssis sport, spoiler de hayon, 4 freins à disque, sièges sport), jantes alu sport de 17", double sortie d'échappement, boîte manuelle 6 rapports, 7 airbags (y c. airbag genoux conducteur), ESP, ABS avec répartition électronique de la force de freinage, renforts de protection latérale, pneus sport 195/45 R17, phares bi-xénon, antibrouillards, climatisation automatique, verrouillage central à télécommande Keyless Entry/Start, bouton Engine start-stop, radio/CD/MP3 avec port USB et 6 haut-parleurs, lève-vitres électriques à l'avant, sièges chauffants avant, feux de jour, volant gainé cuir avec touches de commande du système audio et du tempomat, capteurs de parking à l'arrière, peinture métallisée.

Rouler Suzuki, c'est économiser

du carburant. New Swift 1.6 Sport, 3 portes, Fr. 23 990.-, consommation de carburant mixte normalisée: 6.4l/100km, catégorie de rendement énergétique: E, émissions de CO₂: 147 g/km; moyenne pour l'ensemble des marques et modèles de voitures neuves en Suisse: 159g/km.

*Conditions de leasing: New Swift 1.6 Sport, 3 portes, Fr. 23 990.-, acompte spécial: 15% du prix d'achat net, mensualité de leasing Fr. 267.45, durée 48 mois, 10 000 km/an, caution: 5% du prix d'achat net, minimum Fr. 1 000.-, taux d'intérêt annuel effectif 4.59%. Assurance tous risques obligatoire. Aucun accord de leasing si celui-ci entraîne le surendettement du consommateur. **Tous les prix indiqués sont des recommandations sans engagement, TVA comprise.**

Le N°1 des compactes



Way of Life!

www.suzuki.ch